

AOC

3 juin 2026

Racisme et capitalisme : le WWF face à ses contradictions

Par **Guillaume Blanc**

HISTORIEN

Le Fonds mondial pour la nature ne fait pas de politique : il travaille pour l'environnement, et pour tous les êtres humains. Voilà ce que prétend être le WWF (World Wide Fund for Nature). Mais depuis la démission de la présidente de sa branche française, le 28 mai dernier, l'organisation peine à sauver les apparences et se montre pour ce qu'elle est : une organisation née du colonialisme et du capitalisme.

Relatée, entre autres, par [Mediapart](#), l'affaire débute le 4 avril lors du rassemblement contre le racisme organisé par le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, membre de LFI (La France insoumise) et cible d'agressions racistes depuis son élection. Présidente du WWF France Rdepuis 2024, Alexandra Palt participe à l'évènement à titre personnel et, le lendemain, sur son compte LinkedIn, elle rappelle son attachement à l'« universalisme » républicain.

Ce qui lui vaut de recevoir deux jours plus tard un courrier signé par la présidente d'honneur du WWF France, Isabelle Autissier, et par un membre du conseil d'administration, Antoine Housset. « Notre organisation se bat depuis sa création pour qu'il n'y ait pas de doute sur son apolitisme. Son objet social n'intègre pas la lutte contre le racisme... », lui font-ils savoir avant d'ajouter : « Encore faudrait-il

[...] que cette manifestation n'ait pas été organisée par un parti souvent critiqué pour son attitude à l'égard des juifs qui, tu l'imagines, font partie de nos donateurs. » Puis, le 28 mai, évoquant une divergence de « valeurs », Alexandra Palt démissionne.

Le WWF France [réagit](#) le jour même. L'organisation explique que cette démission intervient alors qu'une procédure de révocation de la présidente avait d'ores et déjà été initiée « suite à des dysfonctionnements managériaux [...], ainsi qu'à des prises de position personnelles contraires au principe d'apolitisme de l'organisation ». Mais la réplique ne suffit pas. Certains dénoncent [l'antisémitisme éhonté](#) du courrier signé par Autissier et Houette, et d'autres reprochent à l'organisation son refus de [combattre le racisme](#). Alors, dans un nouveau communiqué de presse, tout en réaffirmant être une « organisation indépendante et non partisane », le WWF se déclare « engagé contre toutes les formes de discriminations ». « Défendre la nature ne peut se faire qu'en défendant également le respect des êtres humains », lit-on [sur leur site Internet](#) depuis le 29 mai.

L'organisation choisit donc l'hypocrisie. Car l'affaire est en réalité assez simple. Alexandra Palt a participé à un rassemblement antiraciste, et qui plus est organisé par LFI, parti qui critique ouvertement le grand capital. Or, contrairement à ce que prétend Isabelle Autissier, l'organisation qu'elle préside est loin d'être apolitique : le WWF est né du racisme et du capitalisme. Aussi ce licenciement n'a-t-il rien d'étonnant. En revanche, les réactions indignées qu'il suscite sont, elles, bien plus surprenantes. Car elles révèlent qu'aux yeux d'un large public et de nombreux médias, le WWF fait figure d'organisation vertueuse. Son histoire raconte pourtant tout le contraire^[1].

Une certaine idée de l'« apolitisme »

En Afrique comme en Asie, le WWF protège la nature, en effet. Mais pas n'importe laquelle. De concert avec les plus grandes organisations conservationnistes, comme la FFI (Fauna & Flora International), l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) ou l'Unesco, le WWF entend sauvegarder une nature vierge et sauvage, c'est-à-dire, sans homme. Sauf que cette nature ne peut exister qu'en étant préalablement déshumanisée. Il y a environ 350 parcs nationaux en Afrique et depuis le début du XXe siècle, entre 1 à 14 millions

d'agriculteurs et de bergers en ont été expulsés pour faire place à l'animal, la forêt ou la savane. Quant aux parcs encore habités, l'agriculture, le pastoralisme et la chasse y sont généralement interdits, et sanctionnés d'amendes ou de peines de prison. Hier, comme aujourd'hui.

En 2012, dans *PandaLeaks*, le journaliste Wilfried Huisman révèle la contribution du WWF à des déplacements forcés de populations dans plusieurs parcs d'Afrique et d'Asie. Quatre ans plus tard, l'association [Survival](#) accuse le WWF de financer les campagnes militaires que l'État camerounais mène depuis près de vingt ans contre les habitants des forêts protégées du sud du pays, les Baka, battus et parfois torturés par les membres de « brigades anti-braconnage ». En 2019, [BuzzFeed News](#) révèle qu'en Inde, au Népal, au Gabon et au Congo, le WWF a formé et équipé les « écogardes » qui frappent, violent et parfois abattent les agriculteurs et les bergers occupant les espaces-parcs du pays. Deux ans plus tard, lorsque le WWF est convoqué par le Congrès américain, un député démocrate [se dit](#) « absolument choqué par les violations des droits humains », les « atrocités » et « le traitement des communautés locales qui ont été signalés ».

Ces signalements renvoient à l'actualité, mais ils indiquent aussi, tous, que ces exactions n'ont rien d'inédit. Elles sont en effet déjà légion dans les années 1980 et 1990, lorsque la communauté internationale décide de lutter contre le trafic d'ivoire et pour cela, de combattre les grands réseaux de braconniers. Au Kenya, en Tanzanie, au Zimbabwe ou encore au Mozambique, aux côtés de Conservation International ou de l'African Wildlife Foundation, le WWF finance directement cette guerre pour la biodiversité. Eux aussi armés d'hélicoptères de combat, de fusils mitrailleurs et de 4×4 tout-terrains, les soldats de la conservation peuvent alors appliquer la nouvelle politique de « shoot-on-sight » (tir à vue) en vigueur dans la plupart des parcs d'Afrique de l'Est : toute personne suspectée d'y braconner peut être abattue, sans jugement. Et comme [l'a montré](#) le géographe Roderick Neumann, celles et ceux qui tombent ne sont pas de grands braconniers. Ce sont de simples agriculteurs et bergers qui meurent, par milliers, sous les balles d'une guerre qui consiste à protéger la nature africaine des Africains.

Cet impératif occidental s'est imposé sur le continent vingt ans auparavant, à la faveur du « Projet Spécial Africain » initié au moment des indépendances. Pensé par l'UICN, la Fauna Preservation Society (la future Fauna & Flora International),

l'Unesco et la FAO (l'agence des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation), le « Projet Spécial » est lancé à Arusha, en Tanzanie, en septembre 1961. L'objectif est clair : les « experts de terrain » qui ont l'expérience du continent, c'est-à-dire les anciens gardes coloniaux des parcs africains, doivent « aider les gouvernements à s'aider eux-mêmes ». Et pour financer ce projet, les conservationnistes annoncent à Arusha, le 11 septembre, s'être dotés d'une toute nouvelle banque : le WWF (World Wildlife Fund).

Celui-ci est né du [manifeste de Morges](#), signé quelques mois plus tôt, dans la petite ville suisse éponyme, par une poignée d'hommes d'affaires, scientifiques et anciens administrateurs coloniaux britanniques, français ou suisses. « En Afrique et ailleurs [...], un grand nombre de créatures sans défense perdent la vie ou leur maison dans une orgie de destruction acharnée et inutile », énoncent les conservationnistes. Mais ils gardent espoir : ils vont maintenant pouvoir lever des fonds, qui permettront à leurs « experts » de poursuivre l'œuvre accomplie dans les parcs du continent. Voilà comment s'est poursuivie la déshumanisation (post)coloniale des parcs naturels africains : grâce à la reconversion d'administrateurs coloniaux en experts internationaux.

Protéger ici, détruire ailleurs

Lorsque le WWF affirme être « apolitique » et « engagé contre toutes les formes de discriminations », l'argument est donc pour le moins fallacieux. Mais il faut aller plus loin. Avant de rejoindre le WWF, Alexandra Palt était vice-présidente de [L'Oréal](#) et responsable de son département Développement durable. En cela, elle est une figure classique du modèle écologique institutionnel tel qui s'est imposé en politique au fil du XXe siècle : celui qui choisit, dans sa lutte environnementale, de travailler avec les multinationales plutôt que de les combattre. Et à cet égard, ainsi que le montre la [liste de ses anciens présidents](#), le WWF est un cas d'école.

Son premier représentant, de 1962 à 1976, est le prince néerlandais Bernhard de Lippe-Biesterfeld, ancien membre du parti nazi dans les années 1930, puis proche du magnat du tabac [Anton Ruppert](#), qu'il place à la tête de la branche sud-africaine du WWF en 1968 : en plein apartheid, ce dernier multiplie les acquisitions d'entreprises (entre autres, Cartier, Montblanc, British American Tobacco), et devient l'un des plus généraux donateurs du WWF. Le prince Bernhard cède

ensuite sa place à John H. Loudon, un Néerlandais surnommé « the Grand Old Man of Shell », en référence à la compagnie pétrolière Shell qu'il dirige, à la suite de son père. Il reste en poste jusqu'en 1981, et depuis, neuf présidents ont suivi : le prince Philip, mari de la reine Elizabeth II) ; Ruud Lubbers, ancien ministre néerlandais de l'Économie ; Sara Morrison, ancienne dirigeante de la Carlton Television Ltd. ; Emeka Anyaoku, diplomate nigérian employé par le Commonwealth britannique pendant plus de trente ans ; ou encore, en 2022, Neville Isdell, l'ancien président-directeur général de Coca-Cola, une entreprise où il a travaillé 43 années durant, par exemple en Zambie puis en Afrique du Sud, là encore pendant l'apartheid.

Choquante de prime abord, ou du moins surprenante, cette histoire cesse d'étonner dès lors que l'on garde à l'esprit ce qu'est le WWF : une banque (conservationniste). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle en 2016, lorsqu'elle accuse le WWF de « violations de droits humains » au Cameroun, l'association Survival décide de [porter plainte auprès de l'OCDE](#) (Organisation de coopération et de développement économique). Celle-ci a compétence pour juger de la gouvernance des entreprises multinationales, et puisque le budget du WWF avoisine les 300 millions d'euros, la plainte est jugée recevable.

Elle sera classée sans suite, mais cela ne doit pas nous empêcher de définir le modèle que porte et incarne l'une de plus puissantes organisations mondiales de la conservation. Travaillant sous la direction ou main dans la main avec Coca-Cola, Shell, Ikea, Velux, H&M et [tant d'autres](#), WWF protège autant qu'il détruit. Prédation-protection : telle est la matrice de l'environnementalisme institutionnel dominant.

Colonialisme vert

Or, ce lien entre écologisme et capitalisme nous renvoie directement à l'époque coloniale. Lorsque les Européens se lancent à la conquête de l'Afrique, au milieu du XIXe siècle, ils laissent derrière eux un Vieux continent radicalement transformé par l'industrialisation et l'urbanisation. Ils vont alors être persuadés de retrouver en Afrique la nature qu'ils ont perdue en Europe. Mais c'est sans compter les dégâts que provoque bientôt le capitalisme colonial : des millions d'hectares de forêts défrichés pour être mis en culture, des dizaines de milliers d'éléphants

abattus chaque année pour alimenter le commerce de l'ivoire, des sols érodés et épuisés par l'agriculture exportatrice de coton, café ou caoutchouc... La colonisation représente un choc écologique sans précédent et, bien incapables d'admettre que les dégâts auxquels ils assistent sont de leur fait, les colons vont blâmer les Africains. Ce qui les pousse, au début du XXe siècle, à créer des réserves de chasse dans lesquels ils s'approprient le monopole des ressources animales, au détriment des populations colonisées qui se voient privées du droit d'accès à leurs ressources, sous prétexte qu'elles seraient responsables de leur destruction.

Puis la dégradation s'accélère, la grande faune s'éteint, et les chasseurs se font conservationnistes. Affublés du surnom de « bouchers repentis », ils militent alors, dans les années 1930, pour la conversion des réserves de chasse en parcs nationaux dédiés non plus à la chasse, mais à la contemplation de la nature. Une entreprise qui parvient à ses fins grâce au travail d'équipe que mènent les colons-conservationnistes. Britanniques et Français, mais aussi Belges, Italiens ou Portugais, ils se regroupent dans des organisations capables de peser sur les décisions de leurs représentants politiques respectifs, au-delà des appartenances impériales. Ce sera, entre autres, la Fauna Society for the Preservation of the Fauna of the Empire, et l'Office international pour la protection de la nature. Deux institutions qui changeront de nom à la veille des indépendances : la première se rebaptise Fauna Preservation Society en 1950 (puis FFI), la seconde, en 1948, Union internationale pour la protection de la nature (puis UICN). Et une fois la colonisation achevée, elles parviendront à survivre à la disparition des empires en se dotant d'une banque – qui se prétendra bientôt « apolitique ». Une assertion qui prêterait à sourire si l'urgence écologique n'était pas, elle, bien réelle.

Guillaume Blanc

HISTORIEN , MAITRE DE CONFERENCES A L'UNIVERSITE RENNES 2